
CSAL du 09/12/2025

A l'ordre du jour :

- Point de situation sur l'exercice de la mission amendes au SIP de Dijon et Amendes (pour information),
- Etat des lieux concernant les mutations locales et le recrutement au choix des A (pour information),
- Questions diverses (point d'information sur l'immobilier à la DRFIP, point d'information sur l'organisation du contrôle fiscal et les missions du PCE, calendrier des CSAL pour le 1^{er} semestre 2026).

Point de situation sur l'exercice de la mission amendes au SIP de Dijon et Amendes

L'amélioration du paiement des amendes constitue une politique prioritaire du Gouvernement et une priorités du COM (chantier 2.4) avec pour la DGFIP l'objectif de faire progresser le recouvrement forcé de +20 % entre 2023 et 2027.

. Cet objectif est déjà atteint au niveau national puisqu'en 2024 le recouvrement avait progressé de plus de 28 % par rapport à 2022 grâce à l'intensification des actions de recouvrement forcé (ATD).

Au niveau local, les encaissements ont progressé de 45.5 % entre 2022 et 2024.

. Le Taux de Recouvrement Contentieux (TRCA) de la DRFIP 21 est de 34.04 % au 30/11/2025 pour un objectif ambitieux de 38.50 % au 31/12/2025.

. Le nombre des Prises en Charges (PEC) et leur montant augmentent depuis 2018.

. Les actes de poursuite engagés se sont largement intensifiés depuis 2018.

. Depuis le 01/10/2023, l'accueil téléphonique des usagers est assurée par le Centre de Contact Amendes (CCA) d'Epinal.

. Le transfert de la mission amendes de la Trésorerie Dijon Banlieue au SIP de Dijon et Amendes a été effectué le 17 juin 2019. Depuis cette date, les effectifs ont augmenté environ 7 ETP (2-3 ETP en 2017 et 2018).

. Les départements 21, 27 ont été retenus pour expérimenter l'interfaçage Cassiopée-Amendes. Pour la DRFIP 21, les services concernés sont le service Recettes Non Fiscales (RNF) de la direction et le service amendes.

Syndicat National CFTC Finances Publiques

Section Côte d'or

Agir pour ne pas subir.

Cassiopée est le nom de l'application du ministère de la Justice, utilisée par les tribunaux judiciaires pour enregistrer les informations relatives aux plaintes dans le cadre des procédures judiciaires et rédiger les différents actes de procédures.

L'enjeu de l'expérimentation est important pour la DGFIP : actuellement 800 000 extraits sont pris en charge manuellement par les services amendes, avec une transmission papier par les greffes des juridictions , à savoir 7 000-7 500 extraits pour le service amendes de la DRFIP21.

La CFTC a mis en avant que les effectifs avaient augmenté mais pas suffisamment en fonction de la charge de travail subie par les collègues.

Elle a mentionné que les agents réalisaient un très bon travail malgré des conditions de travail difficiles avec les usagers et que la présence des 2 agents de sécurité était primordiale pour exercer sereinement leur mission d'accueil.

Etat des lieux concernant les mutations locales et le recrutement au choix des A

Depuis le 1^{er} semestre 2025, le recrutement au choix au fil de l'eau pour les A+ est désormais effectif pour ces 10 000 cadres (inspecteurs divisionnaires à AFIPA) ; par ailleurs, les 20 000 inspecteurs sont exclusivement recrutés au choix, sur fiche de poste nationale, soit en local suite à affectation nationale.

Ces évolutions ont donné lieu à un plan d'accompagnement décliné dès le premier trimestre par des webinaires à destination des A, des directeurs, chefs de service recruteurs et Pôle Pilotage et Ressources (PPR), qui ont conduit à la diffusion de guides du candidat, du chef de service recruteur et du responsable RH, ainsi qu'à la mise en place d'une formation obligatoire pour l'ensemble des recruteurs (chefs de service, responsable RH, directeurs) .

Notre organisation syndicale a indiqué que la rédaction d'un CV et d'une lettre de motivation n'était pas aisée pour un cadre A.

Elle a ajouté que ce recrutement au choix était un frein à la mobilité et générait des RPS supplémentaires.

De plus, ce nouveau mode de recrutement remplace l'objectivité par la subjectivité.

La CFTC continue d'affirmer son désaccord quant à ce système.

Syndicat National CFTC Finances Publiques

Section Côte d'or

Agir pour ne pas subir.

Questions diverses (point d'information sur l'immobilier à la DRFIP 21, point d'information sur l'organisation du contrôle fiscal et les missions du PCE, calendrier des CSAL pour le 1^{er} semestre 2026)

1/ Point d'information immobilier :

La DRFIP 21 a entamé des réflexions sur la rationalisation des sites dijonnais de la DGFIP ainsi que d'autres directions.

Le site de la Boudronnée accueillera la Paierie Départementale au plus tard le 31 décembre 2026, le Commissariat aux Ventes de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales (DNID), et deux brigades de programmation de la DIRCOFI Rhône-Alpes-Bourgogne sont aussi sur les rangs.

Des transactions sont en cours avec le Responsable de la Politique Immobilière de l'Etat (RPIE), le PPR, la DIRCOFI, les chefs de service. Les organisations syndicales seront informées ensuite.

Un financement est disponible pour mener à bien cette opération immobilière qui nécessitera de déplacer des bureaux.

2/ Point d'information sur l'organisation du contrôle fiscal et les missions du Pôle CE :

Peu d'avancée. La Direction attend des éléments de cadrage pour l'expertise des SIE.

Transfert d'1 B à la Brigade d'Appui et de Programmation (BAP) de la DIRCOFI Rhône-Alpes-Bourgogne.

La CFTC a demandé à ce que les agents soient associés à la réflexion en participant à des Groupes de Travail (GT) ou des groupes de discussions.

La N°1 a donné son accord.

3/ Calendrier CSAL 1 er semestre 2026 :

- . Jeudi 08 janvier, date de repli lundi 19 janvier relatif au PLF 2026,
- . Mardi 17 mars, date de repli jeudi 26 mars portant sur le budget 2026, la fusion de 2 IFU au SIE de Beaune, bilan de l'accueil,
- . Vendredi 03 avril, repli lundi 13 avril concernant l'organisation de la campagne IR 2025,
- . Mardi 23 juin, repli jeudi 02 juillet relatif au Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS), le bilan de la Formation Professionnelle (Forpro), l'Observatoire interne.

4/ Autre :

La CFTC a alerté la direction sur l'état de santé inquiétant d'un responsable de SGC.

La N°1 nous a répondu le savoir et faire le nécessaire très rapidement.

Syndicat National CFTC Finances Publiques

Section Côte d'or

Agir pour ne pas subir.

Christophe RECOUVREUX, SPFE DIJON service publicité foncière (Titulaire)
Céline GUILLAUMIN, Pôle CE antenne de BEAUNE (Suppléante).